

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 26 octobre 2006

CAHENF(2016)PV1

## **Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)**

### **Rapport**

1<sup>ère</sup> réunion

Strasbourg, 28-29 septembre 2016

Conseil de l'Europe, bâtiment Agora, Salle G03

Etabli par la Division des droits des enfants  
Direction de la dignité humaine et de l'égalité

## Table des matières

1. Ouverture de la réunion par la Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe.....	3
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux .....	3
3. Mandat et règlement intérieur .....	4
4. Election du/de la Président(e), du/de la Vice-Président(e) et du Bureau .....	4
5. Conférence à haut niveau « Atteindre les sommets pour les droits de l'enfant ».....	5
6. Développements récents dans les Etats membres.....	6
7. Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, 18 novembre 2016.....	6
8. Echange de vues avec Mme Kirsten Sandberg, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations unies (CRC) (par vidéoconférence).....	7
9. Plan de mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant.....	8
10. Examen de la mise en œuvre des recommandations pertinentes du Comité des Ministres .....	9
11. Lignes directrices sur l'autonomisation, la protection et le soutien des enfants dans le monde numérique .....	10
12. Protéger les droits des enfants touchés par la crise des réfugiés .....	12
13. Participation des enfants aux travaux du Conseil de l'Europe sur les droits des enfants .....	13
14. Informations sur des initiatives pertinentes au sein du Conseil de l'Europe .....	14
15. Informations sur des initiatives pertinentes d'autres organisations internationales et d'ONG, et sur la coopération avec elles .....	15
16. Désignation d'un(e) rapporteur(e) sur l'égalité de genre, d'un(e) rapporteur(e) sur les Roms et de représentants dans d'autres comités .....	16
17. Calendrier d'événements .....	17
18. Dates et lieux des deuxième et troisième réunions du CAHENF.....	17
19. Questions diverses .....	18
20. Clôture de la réunion .....	18
ANNEXE I.....	19
ANNEXE II.....	22
ANNEXE III.....	25

## Introduction

1. Le Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (ci-après « CAHENF » ou « le Comité ») a tenu sa première réunion à Strasbourg, du 28 au 29 septembre 2016, conformément au mandat adopté par le Comité des Ministres le 2 mars 2016.

2. Mme Regina Jensdottir, Chef de la Division des droits des enfants, préside la réunion jusqu'à l'élection du/de la Président(e) du Comité. À la suite de l'élection tenue dans la matinée du deuxième jour de réunion, la réunion est présidée par Mme Ina Verzivoli (Albanie). L'ordre du jour et l'ordre des travaux, tels qu'adoptés, ainsi que la liste des participants figurent aux annexes I-III.

### 1. Ouverture de la réunion par la Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe

[Discours de la Secrétaire Générale adjointe \(en anglais\)](#)

3. Mme Gabriella Battaini-Dragoni, Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe, ouvre la réunion. Dans son discours, elle se félicite de la décision du Comité des Ministres de créer le Comité ad hoc pour les droits de l'enfant et évoque en particulier les questions liées aux migrations et à l'environnement numérique que le CAHENF est chargé de traiter durant son mandat.

4. Mme Battaini-Dragoni remercie le Comité d'experts sur la stratégie du Conseil de l'Europe sur les droits de l'enfant (DECS-ENF), qui a élaboré la nouvelle Stratégie 2016-2021, pour le travail effectué. Elle remercie également les autorités bulgares d'avoir placé les droits des enfants au cœur des priorités de la présidence du Comité des Ministres et d'avoir accueilli le lancement de la Stratégie en avril dernier à Sofia. Pour conclure, elle réaffirme qu'elle ne doute pas de la capacité des membres du Comité de poursuivre le programme « Construire une Europe pour et avec les enfants ».

#### Décision :

Le CAHENF prend note de l'allocution d'ouverture de la Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe.

### 2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

[CAHENF\(2016\)OJ1 rev1](#)  
[CAHENF\(2016\)OJA1 rev2](#)  
[CAHENF\(2016\)OB1](#)

5. Le Comité adopte l'ordre du jour avec quelques changements mineurs (voir annexes I et II).

6. Le nouveau site sur les droits des enfants fait l'objet d'une présentation, en même temps que le nouveau site regroupant toutes les ressources disponibles dans les langues non-officielles. Le Secrétariat incite les Etats membres à lui soumettre les versions traduites des documents éventuellement en leur possession, afin qu'il puisse compléter la base de données.

**Décision :**

L'ordre du jour et l'ordre des travaux sont adoptés.

**3. Mandat et règlement intérieur**

[CM\(2016\)171-final](#)  
[CM/Res\(2011\)24](#)  
CAHENF(2016)1

7. Le Secrétariat présente brièvement l'approche des droits de l'enfant au sein du Conseil de l'Europe et la place du CAHENF dans l'Organisation.

8. Le mandat du Comité, notamment ses missions principales et ses tâches spécifiques, est présenté. Le Secrétariat précise qu'il a été adopté en mars 2016, avant la décision du Comité des Ministres d'inscrire les activités consacrées aux migrants et aux réfugiés au cœur des travaux du Conseil de l'Europe. Il est rappelé que la composition et les méthodes de travail du Comité sont conformes à la Résolution CM/Res(2011)24 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés.

9. Mme Marja Ruotanen, Directrice de la dignité humaine et de l'égalité, rappelle que le renouvellement du mandat du Comité pour deux années supplémentaires dépendra de la décision du Comité des Ministres. Dans ce contexte, elle souligne l'importance, pour le CAHENF, d'obtenir des résultats tangibles d'ici à la fin de son mandat.

**Décision :**

Le CAHENF prend note du mandat et du règlement intérieur.

**4. Election du/de la Président(e), du/de la Vice-Président(e) et du Bureau**

[CM/Res\(2011\)24 Annexe 1](#)  
CAHENF(2016)2

10. Le CAHENF élit un(e) président(e), un(e) vice-président(e) et un bureau composé de trois membres du Comité.

**Décision :**

Le CAHENF élit :

- Mme Ina Verzivolli (Albanie), Présidente du Comité;
- M. Alexis Rinckenbach (France), Vice-Président ;
- Membres du Bureau : Mme Christel de Craim (Belgique), Mme Satu Sistonen (Finlande) et Mme Gabriela Coman (Roumanie).

## 5. Conférence à haut niveau « Atteindre les sommets pour les droits de l'enfant »

CM(2016)71

Message vidéo des jeunes délégués à la conférence

11. Le Secrétariat donne un aperçu de la Conférence, qui a rassemblé plus de 300 participants de 44 Etats membres, dont le Président de la République de Bulgarie, le Président de Malte et 17 ministres et vice-ministres. Un message vidéo dans lequel les jeunes délégués témoignent de leurs expériences positives, des améliorations qu'ils souhaitent et de ce dont ils se souviendront, est diffusé.

12. Plusieurs représentants d'Etats membres et le représentant de l'Assemblée parlementaire remercient le Secrétariat et le gouvernement bulgare pour cette conférence qui fut un succès, et insistent tout particulièrement sur la participation pleine et parfaitement intégrée des enfants. Le Secrétariat remercie également Eurochild d'avoir permis la participation des enfants. Chypre et l'Assemblée parlementaire donnent des exemples de bonnes pratiques en matière de participation des enfants. Le Comité reconnaît la nécessité d'impliquer davantage d'enfants d'origines différentes et des enfants handicapés dans les futures manifestations.

13. Les sessions thématiques de la Conférence – les droits des enfants dans le contexte de la crise migratoire, la budgétisation axée sur les enfants, les droits des enfants dans l'environnement numérique et les droits des LGBTI – sont saluées. L'Italie propose de mettre à jour le Manuel de droit européen en matière de droits de l'enfant élaboré par le Conseil de l'Europe et l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), qui a fait l'objet d'une présentation lors d'un événement organisé en marge de la conférence. Le Portugal insiste sur la nécessité d'un suivi approfondi de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie. Le Secrétariat informe que ce sujet sera abordé au point au point 9 de l'ordre du jour (Plan de mise en œuvre de la Stratégie). La Suisse formule des commentaires à propos de la session thématique sur la radicalisation et l'extrémisme, et indique que l'accent aurait dû être mis davantage sur une approche fondée sur l'Etat de droit.

14. Le Secrétariat se félicite des appels en faveur d'une plus grande diversité des enfants dans les événements futurs et mentionne la possibilité, pour le Conseil de l'Europe, d'organiser une formation sur une participation effective des enfants au processus politique.

### Décision :

Le CAHENF

- prend note du rapport de la conférence à haut niveau organisée pour le lancement de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant (Sofia, Bulgarie, 5-6 avril 2016) et accueillie par l'Agence nationale pour la protection de l'enfance de la Bulgarie ;
- remercie les autorités bulgares et le Conseil de l'Europe pour l'excellente organisation de la Conférence ;
- salue le message vidéo des jeunes délégués qui ont participé à la Conférence. Les membres du Comité présents à la Conférence ont apprécié la participation active des jeunes délégués et ils encouragent le Conseil de l'Europe à continuer d'associer les enfants à des événements similaires.

## 6. Développements récents dans les Etats membres

CAHENF(2016)3  
Présentation Tour de table

15. Lors d'un tour de table, les représentants des Etats membres et observateurs informent sur les développements récents en relation avec la Stratégie dans leurs pays respectifs. Ils échangent des informations sur la promotion de la Stratégie au niveau national, sur les progrès récemment accomplis dans le cadre de la Stratégie et sur les défis actuels. Les présentations des Etats membres et du Mexique sont intégralement reproduites dans le document CAHENF(2016).

16. La Stratégie a été diffusée et/ou traduite dans 26 Etats membres. Cinq autres pays prévoient de la traduire et de la diffuser.

17. Les défis les plus fréquemment cités par les Etats membres sont :

- la violence à l'encontre des enfants ;
- la protection des groupes vulnérables (enfants handicapés, enfants privés de soins parentaux, enfants roms) ;
- les enfants touchés par les migrations (en particulier les mineurs non accompagnés) ;
- la pauvreté des enfants ;
- l'environnement numérique ;
- les enfants et la justice (pénale) ;
- la participation des enfants.

18. Autres thèmes cités :

- la radicalisation et l'extrémisme violent ;
- les services de protection des enfants dans les zones reculées ;
- la protection des enfants victimes d'abus ;
- l'absence de sensibilisation aux droits de l'enfant au sein de la population et parmi les professionnels ;
- le manque de coordination intersectorielle ;
- lack of cross-sector co-ordination;
- les questions de santé ;
- la situation des enfants des rues.

### Décision :

Lors d'un tour de table, les membres du CAHENF échangent des informations sur la promotion de la Stratégie au niveau national, les progrès récemment accomplis dans le cadre de la Stratégie et les défis les plus pertinents dans le domaine des droits de l'enfant. Ils conviennent de transmettre les informations échangées à l'ensemble des membres du Comité.

## 7. Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, 18 novembre 2016

[Tract de la Journée européenne](#)

19. Le Secrétariat fait une présentation générale de la Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, instituée par le Comité des Ministres le 12 mai 2015 pour sensibiliser l'opinion au problème, pour mettre un terme à la

stigmatisation des victimes et pour promouvoir la ratification et la mise en œuvre de la Convention de Lanzarote. Lors de la première édition, en 2015, plus de 40 initiatives ont été organisées par les gouvernements, la société civile et différents acteurs. Une vidéo, « Parle à quelqu'un de confiance », a été lancée à cette occasion et est désormais traduite en 13 langues.

20. A l'occasion de la deuxième édition, le Conseil de l'Europe accueillera le Forum mondial d'ECPAT pour les adultes ayant subi une exploitation ou des abus sexuels dans l'enfance et une exposition de dessins de victimes sera organisée à Strasbourg en marge du Forum. Le programme des activités prévues peut être consulté sur le site <http://www.coe.int/en/web/children/2016-edition>. Dix-sept membres informent le Comité des initiatives prévues à l'occasion de la Journée européenne. Les membres du Comité sont encouragés à organiser des activités dans leurs pays respectifs et à en informer le secrétariat aux fins de publication sur le site.

21. Douze membres du Comité se portent volontaires pour enregistrer des messages vidéo dans leur langue nationale afin de soutenir la Journée européenne. Les messages seront bientôt disponibles sur le site.

#### **Décision :**

Le CAHENF prend note des activités préparées au niveau du Secrétariat et des Etats membres en vue de la Journée européenne de protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, qui aura lieu le 18 novembre 2016. Dix-sept Etats membres déclarent avoir prévu des activités à cette occasion.

### **8. Echange de vues avec Mme Kirsten Sandberg, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations unies (CRC) (par vidéoconférence)**

22. Le CAHENF tient un échange de vues, par vidéoconférence, avec Mme Kirsten Sandberg, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations unies (CRC). Mme Sandberg note que c'est la première fois qu'un comité régional composé de représentants des Etats membres est créé pour suivre les progrès accomplis dans le domaine des droits des enfants. Elle y voit une opportunité, pour le CRC, de poursuivre ses activités dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle se félicite de son approche inclusive et parle de 'source d'inspiration' pour d'autres régions. Le CAHENF peut aussi être un forum où l'on discute de questions controversées et où l'on échange des bonnes pratiques.

23. Dans sa déclaration et au cours de l'échange qui suit, Mme Sandberg propose divers moyens de favoriser les synergies et l'information mutuelle, notamment :

- comptes rendus réguliers du CRC lors des réunions du CAHENF ;
- discussion sur les projets d'Observations générales du CRC dans le cadre du CAHENF ;
- échange d'expériences entre les membres du CAHENF sur la procédure de révision du CRC, implication des enfants dans la procédure de rapport et de suivi des observations finales ;
- rendre les conclusions de suivi du Conseil de l'Europe accessibles au CRC pour lutter contre un certain 'sentiment de lassitude' ;
- actualisations des activités du Conseil de l'Europe et du CAHENF durant les sessions du CRC ;
- désignation d'un correspondant pour l'Europe parmi les membres du CRC.

24. Mme Sandberg identifie une série de défis communs en Europe, notamment :
- les questions de migration ;
  - la pauvreté des enfants, liée à l'exclusion sociale, et l'augmentation du nombre de sans-abri ;
  - la justice pour mineurs et la tendance à abaisser l'âge de la responsabilité pénale dans certains pays ;
  - les problèmes de santé mentale dus au stress et aux pressions ;
  - les enfants dans l'environnement numérique ;
  - les droits des enfants et l'environnement.
25. Mme Sandberg signale également que dans certains pays, les droits des enfants sont perçus comme une menace pour la famille. Elle soutient que ce n'est aucunement le cas et que les enfants doivent être protégés contre la violence et les abus, y compris au sein de la famille.
26. Elle présente également des informations mises à jour sur les travaux pertinents du CRC :
- [Journée de Débat Général](#) sur les droits de l'enfant et l'environnement, 23 septembre 2016,
  - [Observation générale](#) sur le budget public pour la réalisation des droits de l'enfant, publiée le 21 juillet 2016 (en anglais),
  - Le [Projet d'observation générale](#) sur la mise en œuvre des droits de l'enfant pendant l'adolescence, qui devrait être adopté lors de la présente session,
  - Le [Projet d'observation générale](#) sur les enfants des rues, qui devrait être finalisé en janvier/février 2017
  - Elaboration d'une [Observation générale commune](#) sur les droits humains des enfants dans le contexte de la migration internationale avec le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW).
27. Il est important qu'un plus grand nombre d'Etats membres du Conseil de l'Europe ratifie le Troisième Protocole facultatif établissant une procédure de présentation de communications.

**Décision :**

Le CAHENF prend note d'une déclaration de Mme Kirsten Sandberg, membre et ancienne présidente du Comité des droits de l'enfant de l'ONU, avec qui il a ensuite un échange de vues sur les possibilités de coopération entre le CAHENF et le Comité des droits de l'enfant de l'ONU.

**9. Plan de mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant**

[CM\(2015\)175-final](#)  
CAHENF(2016)4  
CAHENF(2016)4 Annexe

28. Le Secrétariat présente le projet de Plan de mise en œuvre, conçu pour aider le CAHENF et le Secrétariat à suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant. Les Etats membres seront invités à informer le Secrétariat des progrès obtenus dans chaque domaine prioritaire. Le Secrétariat passe en revue les cinq domaines prioritaires définis dans le plan et s'attarde sur les activités (en gras) où le CAHENF a un rôle moteur à jouer.

29. Le Secrétariat explique que les activités de coopération et les objectifs transversaux tels que l'intégration et la communication seront ajoutés dans la prochaine version du plan. Le Secrétariat examine actuellement le registre des risques.

30. Le Comité approuve globalement les indicateurs de performance clés proposés par le Secrétariat pour les cinq domaines prioritaires de la Stratégie. Concernant le domaine prioritaire 2, il décide de reformuler le premier indicateur de performance comme suit : « Preuves de la modification de la législation, des politiques et de la pratique pour mettre en œuvre le droit à la participation des enfants ». Interrogé sur ce que devraient être les bases de référence pour mesurer les progrès accomplis, le Secrétariat reconnaît que trouver une base commune pour tous les pays membres et pour tous les aspects de la Stratégie n'est pas chose aisée. Alors que chaque pays membre poursuit le même objectif global – progresser dans le cadre des objectifs de la Stratégie – le Secrétariat s'engage à identifier autant d'indicateurs mesurables que possible.

31. Le Comité convient de reformuler le premier sous-titre du domaine prioritaire 3 et de remplacer « Stratégies intégrées » par « Approche intégrée et stratégique de la protection contre la violence » et d'ajouter les activités du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) sur les mutilations génitales féminines au domaine prioritaire 3.

**Décision :**

Le CAHENF prend note du projet de plan de mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant et fait part de commentaires à ce sujet. Il charge le Secrétariat de mettre à jour et de transmettre le document au CAHENF, à intervalles réguliers.

## **10. Examen de la mise en œuvre des recommandations pertinentes du Comité des Ministres**

CAHENF(2016)5

32. Le Comité est invité à décider des thèmes connexes possibles pour des échanges thématiques sur les recommandations pertinentes du Comité des Ministres dans le domaine des droits de l'enfant lors des deux prochaines réunions. Lors de l'échange de vues, il est suggéré d'examiner ensemble les thèmes étroitement liés et de regrouper les recommandations. Il est également rappelé que le Comité doit être sélectif et cibler ses activités. Pour le Comité, les recommandations et lignes directrices suivantes du Comité des Ministres méritent de faire l'objet d'un échange thématique :

- [CM/Rec\(2007\)9](#) du Comité des Ministres aux Etats membres sur les projets de vie en faveur des mineurs migrants non accompagnés, en liaison avec [CM/Rec\(2008\)4](#) relative à la promotion de l'intégration des enfants de migrants ou issus de l'immigration
- [CM/Rec\(2006\)19](#) relative aux politiques visant à soutenir une parentalité positive
- [Lignes directrices](#) sur une justice adaptée aux enfants
- [CM/Rec\(2009\)10](#) sur les stratégies nationales intégrées de protection des enfants contre la violence, éventuellement avec d'autres – [CM/Rec\(2005\)5](#) relative aux droits des enfants vivant en institution, [CM/Rec\(2006\)19](#) relative aux politiques visant à soutenir une parentalité positive et [CM/Rec\(2011\)12](#) sur les droits de l'enfant et les services sociaux adaptés aux enfants et aux familles
- [CM/Rec\(2012\)2](#) sur la participation des enfants et des jeunes de moins de 18 ans.

33. L'analyse des propositions pour identifier les principaux problèmes communs à de nombreux pays formulées par les membres lors du tour de table est également jugée utile. En conclusion, le Comité décide de charger le Bureau, en coopération avec le Secrétariat, de décider du thème de la prochaine réunion.

Le CAHENF tient un échange de vues sur les recommandations pertinentes du Comité des Ministres dans le domaine des droits de l'enfant, ainsi que sur des thèmes connexes possibles pour des échanges thématiques lors des futures réunions. Il charge le Bureau, en coopération avec le Secrétariat, de décider du thème de la prochaine réunion.

## **11. Lignes directrices sur l'autonomisation, la protection et le soutien des enfants dans le monde numérique**

CAHENF(2016)6  
CAHENF(2016)6 Annexe I, Annexe II  
CAHENF(2016)7  
[CM\(2016\)10-final](#)  
Présentation de Mme Livingstone

34. Comme le prévoit son mandat, le CAHENF doit élaborer des Lignes directrices sur l'autonomisation, la protection et le soutien des enfants dans l'environnement numérique.

35. Mme Sonia Livingstone présente les conclusions du rapport sur la politique d'orientation préparé pour le CAHENF par un groupe d'experts placé sous sa direction. Lors de sa présentation, elle rappelle les différents aspects des droits des enfants et les défis liés à l'environnement numérique avant de présenter une sélection d'études de cas émanant de différents pays et intersectoriels, ainsi qu'une analyse des lacunes, et de proposer des points clés à aborder dans les futures lignes directrices. Le rapport comprend un inventaire des normes juridiques internationales pertinentes du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, les documents d'orientation les plus pertinents et les plus récents (depuis 2013) traitant de la question en général et de ses différents aspects en particulier, ainsi que des publications qui relaient les points de vue des enfants sur le sujet et seront utiles pour guider les travaux futurs du Comité.

36. Un échange de vues s'ensuit sur les questions qui, de l'avis des délégations, doivent être prises en compte dans le processus de préparation des Lignes directrices. L'Albanie insiste sur l'importance de renforcer le niveau d'expertise et de compréhension des décideurs politiques dans ce domaine, en relation notamment avec les actions à mener pour lutter contre les contenus préjudiciables ou inappropriés en ligne (y compris ceux mis en ligne par les enfants eux-mêmes), et de trouver un juste équilibre entre les règlements gouvernementaux et l'autoréglementation par les fournisseurs de services sur internet face à des situations spécifiques. Marta Santos Pais rappelle que cette question est hautement prioritaire dans l'ordre du jour des Nations unies. Elle soulève deux aspects où les progrès sont limités, à savoir l'absence d'un ordre du jour numérique multiforme qui prendrait toutes les dimensions en compte, et le manque de précision concernant la responsabilité des pays dans ce contexte. Elle déplore le fait que les forums sur l'agenda numérique existants, qui rassemblent plusieurs parties prenantes, ne traitent que rarement les droits des enfants alors que de nombreuses questions examinées sont pertinentes et concernent les enfants. La Suisse se demande si les aspects des politiques liés aux jeux violents ou sexistes, par exemple, ne devraient pas être inclus. Il est précisé qu'une étude doit être menée pour préciser les aspects couverts par ce processus, sachant que la politique devrait traiter les problèmes liés que les enfants rencontrent en ligne et qui concernent leurs droits. La Norvège renvoie aux travaux de son gouvernement en cours pour informer sur les plateformes de participation des enfants et les promouvoir, notamment un site public

d'information (interactif) pour les jeunes (13-20 ans), également utilisé pour recueillir leurs points de vue sur des questions spécifiques. La représentante de l'Unicef informe qu'elle est en train de finaliser avec l'UIT un document d'orientation globale qui met en avant les pratiques prometteuses en matière de protection des enfants contre les abus en ligne, et fait part de son intérêt à coopérer au processus de finalisation avec le Conseil de l'Europe. Référence est aussi faite à l'Alliance mondiale WePROTECT pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants sur internet. Pour la Grèce, il est important d'avoir un mécanisme de plainte simple et accessible dont les enfants peuvent se servir à des fins de signalement. L'Allemagne propose d'examiner les problèmes spécifiques créés par les contenus extrémistes en ligne ou à l'utilisation abusive.

37. Le Comité prend note des Lignes directrices et des annexes. Les délégations intéressées sont invitées à envoyer au Secrétariat dès que possible d'autres exemples d'études de cas répondant aux critères définis dans le rapport, pour examen et intégration éventuelle dans le rapport, et précise, à la demande de la France, qu'un nouveau contrôle aura lieu pour s'assurer que les hyperliens sont opérationnels.

38. Le Secrétariat présente le document CAHENF(2016)7, qui contient des propositions pour le lancement, par le CAHENF, des travaux de préparation, notamment la création d'un groupe de rédaction composé de spécialistes sur les droits de l'enfant et l'environnement numérique. Les délégations se félicitent de la procédure proposée et du calendrier. À la question de la Suisse sur l'implication des enfants dans la préparation des lignes directrices, les participants conviennent que la procédure d'élaboration devrait prévoir des consultations extensives avec les acteurs concernés, dont les enfants, et que des propositions spécifiques seront soumises pour clarifier la procédure de consultation des acteurs concernés. L'Italie est disposée à participer au groupe de rédaction. Le représentant de la Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS) fait part de son intérêt à soutenir, par le biais du groupe de travail, la procédure de consultation des enfants. Le représentant de l'Unité protection des données du Conseil de l'Europe assure le CAHENF du soutien de son Unité et de sa contribution sur les questions relatives à la protection des données personnelles des enfants.

39. Le Comité adopte le document CAHENF(2016)7 et le calendrier de travail proposé et invite le Secrétariat à procéder à la mise en œuvre des actions prévues.

**Décision :**

Le CAHENF prend note de la présentation du document de fond sur les droits de l'enfant et l'environnement numérique, par Sonia Livingstone et Eva Lievens, et tient un échange de vues sur les questions essentielles qui méritent d'être prises en considération pour l'élaboration des Lignes directrices à l'intention des Etats membres visant à permettre, protéger et favoriser l'accès des enfants à leurs droits sur internet en toute sécurité. Le CAHENF décide de créer un groupe de rédaction (CAHENF-IT) et convient d'un programme de travail pour mener cette tâche à bien d'ici à la fin de l'année 2017.

## 12. Protéger les droits des enfants touchés par la crise des réfugiés

SG/Inf(2016)9final  
Décisions de la 126<sup>e</sup> session du Comité des Ministres, Point 2c  
CAHENF(2016)8  
Discours de l'Ambassadeur Tomáš Boček  
Présentation FRA  
Présentation UNICEF

40. Le Comité tient un échange de vues avec l'ambassadeur Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés, qui, après avoir rappelé que la protection des droits des enfants migrants et réfugiés est une priorité du Conseil de l'Europe, résume les principales conclusions de ses récentes missions d'information dans des Etats membres. Il informe également le Comité qu'un Plan d'action sur les enfants non accompagnés et autres enfants touchés par la crise des migrants et des réfugiés sera présenté début 2017 et que le processus d'élaboration et la mise en œuvre nécessiteront l'expertise des secteurs concernés de l'Organisation, en particulier le CAHENF. En conclusion, il se félicite de l'excellente coopération avec la Division des droits de l'enfant.

41. La Présidente ouvre le débat et plusieurs représentants – Croatie, Chypre, Luxembourg, Suisse, Ukraine, Italie, la rapporteure générale de l'Assemblée parlementaire sur les enfants, DEI-Belgique, Roumanie, l'Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants Marta Santos Pais, Albanie, Missing Children Europe, HCR, Unicef, SOS Villages d'Enfants et Grèce – participent à l'échange de vues. Le débat porte sur les principaux défis posés aux droits des enfants dans le contexte de la crise migratoire et des réfugiés, y compris la situation spécifique des enfants non accompagnés ou déplacés internes, les actions menées pour traiter les disparitions, la traite, le rapatriement, le regroupement des enfants et de leurs parents, l'accès aux services et aux soins médicaux, la tutelle et les méthodes de détermination de l'âge, les conditions d'hébergement et de détention. Plusieurs intervenants soulignent la nécessité d'avoir une approche harmonisée et globale, avec autant de parties prenantes que possible. Plusieurs bonnes pratiques et initiatives sont échangées. Le Président du Comité de Lanzarote indique que les réponses des Etats parties et de la société civile au questionnaire du Comité de Lanzarote devraient être prochainement disponibles. L'Italie se dit prête à soutenir la préparation du plan d'action et souhaite que le sujet des migrations figure parmi les priorités de la présidence italienne du G7.

42. Le Secrétariat présente le document CAHENF(2016)8 soulignant les tâches du CAHENF dans le domaine de la migration, ainsi que les priorités définies pour les futurs travaux, les différentes méthodes de travail possibles, les livrables et le calendrier proposés pour 2016-2017.

43. Le débat est ouvert et plusieurs intervenants – Italie, Belgique, Grèce, les secrétariats du Comité européen de coopération juridique (CDCJ) et du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH), la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants Marta Santos Pais, DEI-Belgique, /la secrétaire de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées de l'Assemblée parlementaire, l'Agence des droits fondamentaux (FRA), Unicef et HCR – participent à l'échange de vues. Les différentes contributions permettent de se faire une idée plus précise des difficultés identifiées ou rencontrées par les enfants exposés aux migrations et par les Etats membres pour respecter leurs obligations internationales. Les secrétariats du CDCJ et du CDDH informent le Comité sur les travaux en cours liés aux migrations,

notamment sur la codification des normes existantes relatives aux conditions de rétention des migrants, ainsi que sur les alternatives à la détention. L'invitation à participer aux activités de la Campagne de l'Assemblée parlementaire visant à mettre fin à la rétention d'enfants migrants, notamment au séminaire sur les procédures de détermination de l'âge en octobre 2016, est élargie aux membres du CAHENF. L'Italie se félicite des priorités et du calendrier proposés et suggère que le Comité examine les recommandations liées à la migration dans le cadre de son examen de la mise en œuvre de recommandations spécifiques. Il est également fait référence à la Convention de La Haye de 1996, qui prévoit des dispositions spécifiques pour la protection des enfants dans les situations transfrontalières. L'Italie souhaite vivement contribuer aux travaux du groupe de rédaction. Le représentant de la FRA fait le point sur les activités et publications en la matière. Des Etats membres font part de leur soutien aux travaux qui seront réalisés par le Comité dans ce domaine. Ils conviennent que les travaux d'orientation sur l'apatridie ne devraient pas être une priorité à ce stade, des consultations étant prévues avec le Comité européen de coopération juridique.

44. Le Comité adopte le document CAHENF(2016)8 et le calendrier de travail proposé, et invite le Secrétariat à mettre en œuvre les actions qui y sont énoncées. Le Secrétariat est invité à mettre en ligne, sur le site du Comité, les présentations faites par les intervenants lors de la présente réunion.

#### **Décision :**

Le Comité prend note de l'intervention de l'Ambassadeur Tomáš Boček, Représentant spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés, avec qui il tient un échange de vues sur le Plan d'action sur les enfants non accompagnés et autres enfants touchés par la crise des migrants et des réfugiés.

Le Comité prend note du mandat du Comité des Ministres le chargeant de s'attacher (i) à élaborer des normes européennes pour donner des garanties appropriées aux enfants réfugiés et demandeurs d'asile, notamment dans les domaines de la tutelle et des méthodes de détermination de l'âge, et ii) à aider les Etats membres à échanger et partager de bonnes pratiques dans ces domaines, interdisciplinaires et prenant en compte la dimension du genre. Il prend également note des initiatives pertinentes mises en œuvre dans d'autres instances du Conseil de l'Europe, de l'UE et d'autres organisations internationales.

A l'issue de cet échange, le Comité décide de créer un groupe de rédaction (CAHENF-Garanties) et convient d'un plan de travail pour mener à bien les tâches prioritaires d'ici à 2017.

### **13. Participation des enfants aux travaux du Conseil de l'Europe sur les droits des enfants**

Présentation de Mieke Schuurman

45. Mme Mieke Schuurman, Senior Policy Consultant à Eurochild, présente l'expérience pratique de son organisation dans le domaine de la participation des enfants aux manifestations et processus au niveau des politiques. La participation des jeunes délégués à la Conférence à haut niveau du Conseil de l'Europe de Sofia compte parmi les bonnes pratiques, de même que la conférence annuelle [CATS](#) (Children Actors in Transforming Society – Les enfants acteurs de changement de la société) et la [Conférence Eurochild](#) de juillet 2016 à Bruxelles. Mme Schuurman mentionne les éléments à prendre en compte lors de l'organisation d'une manifestation avec des enfants (politiques de protection de l'enfant, information des parents et des tuteurs ; prévoir un référent protection de l'enfance, une salle

de repos, une infirmière, etc.). Elle recommande fortement d'impliquer les enfants dans divers aspects de l'organisation et de la préparation des événements et ce, dès le départ. Il est également important, selon elle, de définir un code de conduite valable pour les enfants comme pour les adultes, de prévoir suffisamment de temps pour les échanges et d'utiliser pleinement les médias sociaux. Parmi les outils qui peuvent soutenir la participation des enfants, elle cite, entre autres, [l'outil d'évaluation de la participation des enfants du Conseil de l'Europe](#), le vade-mecum [La participation des enfants aux décisions publiques – Pourquoi et comment impliquer les enfants ?](#)

46. Plusieurs intervenants – Bulgarie, Chypre, Finlande, France, Islande, Suède, l'Assemblée parlementaire, le Réseau européen des médiateurs pour enfants (ENOC) et l'Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille – apportent leurs contributions lors de l'échange qui suit. Les thèmes abordés portent notamment sur comment choisir des enfants de différents horizons et comment surmonter les barrières linguistiques, ainsi que sur les bonnes pratiques déjà existantes dans les États membres en matière de sélection et de participation des enfants. Il est également rappelé que la participation des enfants doit être constructive et intégrée dans la formation dispensée aux professionnels et acteurs locaux.

47. Les représentants de l'Islande et de la Bulgarie sont nommés rapporteurs sur la question de la participation des enfants.

#### **Décision :**

Le Comité prend note de la présentation de Mme Mieke Schuurman (Eurochild) sur une participation constructive des enfants à l'élaboration des politiques et procède à un échange d'expériences dans ce domaine. Deux rapporteurs sont désignés pour suivre la question de la participation des enfants dans les travaux du Comité (Mme Gudridur Bolladotir, Islande, et Mme Ofeliya Kaneva, Bulgarie).

## **14. Informations sur des initiatives pertinentes au sein du Conseil de l'Europe**

48. Plusieurs présentations sont faites par les représentants suivants d'autres instances du Conseil de l'Europe :

49. Mme Sevinj Fataliyeva, Rapporteuse sur les enfants de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) communique les informations suivantes :

- la Dimension parlementaire de la Campagne UN sur CINQ contre la violence sexuelle à l'égard des enfants s'achèvera avec la 27<sup>e</sup> et dernière réunion du Réseau des parlementaires de référence contre la violence sexuelle à l'égard des enfants. La réunion du 1<sup>er</sup> décembre 2016 est organisée en coopération avec le Centre de recherche Innocenti (Unicef) à Florence, Italie, et portera notamment sur la lutte contre la violence sexuelle à l'égard des enfants dans l'environnement numérique.
- L'Assemblée parlementaire participera également, le 18 novembre 2016, à la 2e Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.
- Le groupe de réflexion [Wilton Park](#) organisera du 9 au 11 novembre 2016 une grande conférence sur « Protéger les enfants contre la violence : prochaines étapes pour des stratégies efficaces ».
- Adoption de deux rapports, « Eradiquer la pauvreté des enfants en Europe » en 2014 et « Prévenir la radicalisation d'enfants et de jeunes en s'attaquant à ses causes profondes » en avril 2016.

- Débats à la session d'automne de l'Assemblée parlementaire sur les [droits de l'enfant liés à la maternité de substitution](#), sur [l'intérêt supérieur de l'enfant dans toute décision de retrait](#) et sur [les enfants et les jeunes touchés par des conflits armés](#).
- Le 28 octobre 2016 à Paris, 4<sup>e</sup> séminaire parlementaire de renforcement des capacités pour promouvoir la Charte sociale européenne, portant plus particulièrement sur les châtiments corporels et les conditions de travail et d'emploi des mineurs.

50. M. François Vandamme, membre du Comité européen des droits sociaux (CEDS), fait allusion à plusieurs dispositions de la Charte sociale européenne sur les droits des enfants et donne un aperçu du système de suivi du CEDS, ainsi que des problèmes majeurs en matière de droits des enfants identifiés par le Comité dans ses Conclusions 2015 (notamment les problèmes avec les services sociaux et l'accès des enfants roms et handicapés aux droits sociaux). M. Vandamme encourage les ONG et les autres représentants à utiliser le système de réclamations collectives et mentionne la formation destinée aux ONG organisée en 2015.

51. M. Frank Schürmann, membre du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH), donne une vue générale des activités du Groupe de rédaction sur les mutilations génitales féminines et le mariage forcé (CDDH-MF) de son Comité, qui a tenu sa 2<sup>e</sup> réunion du 21 au 23 septembre 2016.

**Décision :**

Le CAHENF prend connaissance des informations communiquées par :

- Mme Sevinj Fataliyeva, rapporteure générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur les enfants (APCE)
- M. François Vandamme, Comité européen des Droits sociaux (CEDS)
- M. Frank Schürmann, Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)

**15. Informations sur des initiatives pertinentes d'autres organisations internationales et d'ONG, et sur la coopération avec elles**

Note d'information sur les Objectifs de développement durable de l'ONU  
Discours de Mme Marta Santos Pais  
Présentation de Mme Marta Santos Pais  
Conclusions de la VI<sup>e</sup> réunion interrégionale

52. Mme Marta Santos Pais (Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants), Mme Maud de Boer-Buquicchio (Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants), SOS Villages d'Enfants, le CRIN, DEI-Belgique, l'ENOC, l'Eurochild, la Conférence des OING du Conseil de l'Europe et l'Association Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille apportent leurs contributions, qui permettent de se faire une idée de leurs travaux pertinents pour le Comité, et font part de leur volonté de collaborer avec le CAHENF et de le soutenir.

53. Mme Marta Santos Pais donne une vue d'ensemble des Objectifs de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030 dans l'optique de la violence à l'encontre des enfants et se félicite que cette forme de violence constitue un thème transversal dans la nouvelle stratégie. Il faut selon elle des taskforces ou des plateformes intersectorielles pour élaborer les programmes nationaux sur ce thème, qui doivent tenir compte des enfants. Elle espère que les lacunes relevées dans les lignes directrices communes pour élaborer ces

programmes seront comblées. Elle souligne la nécessité de coopérer et la possibilité que le CAHENF serve de plate-forme régionale pour informer sur l'examen au niveau mondial. La Suède, pays pionnier en la matière, fait part de son expérience jusqu'à présent.

54. Mme Maud de Boer-Buquicchio, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, donne une vue d'ensemble de son rôle et de ses travaux, notamment son travail de coopération. Les études thématiques sur les TIC, en particulier, pourraient être très importantes pour les travaux du Comité. L'Italie, la Présidente et le Portugal apportent leurs contributions.

Le CAHENF prend note des déclarations de Mme Marta Santos Pais, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, de Mme Maud de Boer-Buquicchio, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, et des représentants d'autres organisations internationales et ONG. Les participants échangent des informations sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable de l'ONU au niveau des Etats membres.

## **16. Désignation d'un(e) rapporteur(e) sur l'égalité de genre, d'un(e) rapporteur(e) sur les Roms et de représentants dans d'autres comités**

Note d'information sur les rapporteurs sur l'égalité de genre  
Lignes directrices pour les rapporteurs du CAHROM  
Document préparé par le Secrétariat

55. Après rappel du rôle des rapporteurs, les représentants sont désignés conformément avec ce qui suit :

## Le Comité désigne

- Mme Petra Kalenská, République tchèque, et M. Kyrylo Dombrovskyi, Ukraine, en tant que rapporteurs sur l'égalité de genre ;

- Mme Petra Kalenská, République tchèque, et M. Alexis Rinckenbach, France, en tant que rapporteurs sur les questions roms ;

- les représentants suivants au sein d'autres comités/commissions du Conseil de l'Europe :

1. Comité des Parties à la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote) – *Claude Janizzi, Luxembourg*
2. Comité directeur européen pour la jeunesse (CDEJ) – *Jean-Marie Bouverat, Suisse*
3. Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS) – *Alexis Rinckenbach, France*
4. Comité ad hoc d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (CAHROM) – *Petra Kalenská, République tchèque, Alexis Rinckenbach, France*
5. Comité ad hoc sur les droits des personnes handicapées (CAH-DPH) – *Pietro Franzina, Italie*
6. Commission pour l'égalité de genre (GEC) – *Petra Kalenská, République tchèque, Kyrylo Dombrovskyi, Ukraine*
7. Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH) – *Maria-Andriani Kostopoulou, Grèce*
8. Comité européen de coopération juridique (CDCJ) – *Maria-Andriani Kostopoulou, Grèce*
9. Comité d'experts sur la rétention administrative des migrants (CJ-DAM) – *Maria-Andriani Kostopoulou, Grèce*
10. Conseil de coopération pénologique (PC-CP) – *Maria-Andriani Kostopoulou, Grèce*

## 17. Calendrier d'événements

Calendrier d'événements

Le Comité prend note du calendrier d'événements.

## 18. Dates et lieux des deuxième et troisième réunions du CAHENF

Le CAHENF note que les dates proposées pour la 2<sup>e</sup> réunion (29-30 mars 2017, Strasbourg) sont difficilement conciliables avec celles de la Conférence de lancement de la Stratégie du Conseil de l'Europe en faveur des personnes handicapées (27-28 mars 2017, Chypre). Il charge par conséquent le Secrétariat de proposer une autre date et prend note de l'intention de ce dernier de chercher un financement supplémentaire pour prolonger la réunion d'une journée.

S'agissant de la 3<sup>e</sup> réunion, le Comité préférerait qu'elle ait lieu les 23 et 24 octobre 2017 à Lanzarote (Espagne), soit juste avant la Conférence organisée pour marquer le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Convention de Lanzarote et la réunion du Comité de Lanzarote. A défaut, la 3<sup>e</sup> réunion du CAHENF se déroulera les 22 et 23 novembre 2017 à Strasbourg.

## **19. Questions diverses**

56. Le Secrétariat informe le Comité que la newsletter trimestrielle peut être un outil intéressant pour diffuser des informations sur les progrès accomplis, les bonnes pratiques et les événements au niveau national, ainsi que pour la société civile.

Néant
-------

## **20. Clôture de la réunion**

57. La présidente remercie les interprètes et le Secrétariat. Elle rappelle que beaucoup de travail reste à faire, mais le Comité a pris un bon départ et saura être à la hauteur des tâches qui lui sont confiées.

## ANNEXE I

Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)

1ère réunion

### ORDRE DU JOUR

28 septembre 2016 (9h00) - 29 septembre 2016 (18h00)

Conseil de l'Europe, Bâtiment Agora, Salle G03, Strasbourg

1. Ouverture de la réunion	
2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux	
– <i>Projet d'ordre du jour</i> <i>CAHENF(2016)OJ1</i>	
– <i>Projet d'ordre du jour annoté et d'ordre des travaux</i>	<i>CAHENF(2016)OJA1</i>
3. Mandat et règlement intérieur	
– <i>mandat</i>	<a href="#">CM(2015)171-final</a>
– <i>Résolution du CM sur les comités intergouvernementaux</i>	<a href="#">CM/Res(2011)24</a>
– <i>Présentation de la structure du Conseil de l'Europe et de son secrétariat</i>	<i>CAHENF(2016)1</i>
4. Election du/de la président(e), du/de la vice-président(e) et du bureau	
– <i>Résolution du CM sur les comités intergouvernementaux</i>	<a href="#">CM/Res(2011)24, Annexe 1</a>
– <i>Information sur les élections</i>	<i>CAHENF(2016)2</i>
5. Conférence à haut niveau « Atteindre les sommets pour les droits de l'enfant », Sofia, Bulgarie, 5-6 avril 2016 : rapport de la conférence, message des jeunes délégués, suivi	
– <i>Rapport de la conférence</i> <a href="#">CM(2016)71</a> <a href="#">Message des jeunes délégués de la conférence</a>	<a href="#">Message video</a>
6. Développements récents dans les Etats membres	
– <i>Document de synthèse</i>	<i>CAHENF(2016)3</i>

7. Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, 18 novembre 2016	
- <i>Présentation par le Secrétariat</i>	<i>Tract de la Journée européenne</i>
8. Echange de vues avec le président du Comité des droits de l'enfant de l'ONU (par vidéoconférence, à confirmer)	
9. Plan de mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant	
- <i>Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant</i>	<a href="#">CM(2015)175-final</a>
- <i>Plan de mise en œuvre</i>	CAHENF(2016)4
10. Examen de la mise en œuvre des recommandations pertinentes du Comité des Ministres	
- <i>Examen de la mise en œuvre des recommandations pertinentes</i>	CAHENF(2016)5
11. Lignes directrices sur l'autonomisation, la protection et le soutien des enfants dans le monde numérique	
- <i>Rapport sur les lignes directrices</i>	CAHENF(2016)6 CAHENF(2016)6 Annexe I CAHENF(2016)6 Annexe II
- <i>Document de fond</i>	CAHENF(2016)7
- <i>Stratégie du Conseil de l'Europe sur la gouvernance de l'internet</i>	<a href="#">CM(2016)10-final</a>
12. Protéger les droits des enfants touchés par la crise des réfugiés : actions devant être menées par le CAHENF	
- <i>Propositions du Secrétaire Général pour des actions prioritaires</i>	<a href="#">SG/Inf(2016)9final</a>
- <i>Décision du CM « Répondre à la crise des réfugiés »</i>	<a href="#">126<sup>th</sup> Session of the CM, Item 2c</a>
- <i>Document de réflexion préparé par le Secrétariat</i>	CAHENF(2016)8
13. Participation des enfants aux travaux du Conseil de l'Europe sur les droits des enfants	
14. Informations sur des initiatives pertinentes au sein du Conseil de l'Europe	
15. Informations sur des initiatives pertinentes d'autres organisations internationales et d'ONG, et sur la coopération avec elles	
- <i>Document préparé par le Secrétariat</i>	<i>Note d'information</i>

<p>16. Désignation d'un(e) rapporteur(e) sur l'égalité de genre et de représentants dans d'autres comités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>Note d'information sur les rapporteurs sur l'égalité de genre</i></li> <li>– <i>Document préparé par le Secrétariat</i></li> </ul>	<p><i>Note d'information CAHENF(2016)9</i></p>
<p>17. Calendrier d'événements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– <i>Calendrier d'événements</i></li> </ul>	<p><i>CAHENF(2016)10</i></p>
<p>18. Dates et lieux des deuxième et troisième réunions du CAHENF</p>	
<p>19. Questions diverses</p>	
<p>20. Clôture de la réunion (18 heures)</p>	

## ANNEXE II

Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)

### Ordre des travaux

1ère réunion

Strasbourg 28-29 septembre 2016

Conseil de l'Europe, Bâtiment Agora, Salle G03

Mercredi, 28 septembre

8h00	<i>Petit-déjeuner servi devant la salle de réunion</i>
9h00	Point 1 : Ouverture de la réunion par la Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe
9h30	Point 2 : Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux
9h45	Point 3 : Mandat et règlement intérieur
10h15	Point 5 : Conférence à haut niveau « Atteindre les sommets pour les droits de l'enfant »
10h30	<i>Pause café</i>
11h00	Point 6 : Développements récents dans les Etats membres
11h45	Point 7 : Journée européenne pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, 18 novembre 2016
12h15	Point 9 : Plan de mise en œuvre de la Stratégie du Conseil de l'Europe pour les droits de l'enfant
13h00 – 14h30	<i>Pause déjeuner</i>
14h30	Point 8 : Echange de vues avec Mme Kirsten Sandberg, membre du Comité des droits de l'enfant de l'ONU (par vidéoconférence)
15h00	Point 15 : Informations sur des initiatives pertinentes d'autres organisations internationales et d'ONG, et sur la coopération avec elles (1ère Partie)

15h30 Point 10 : Examen de la mise en œuvre des recommandations pertinentes du Comité des Ministres

16h00 – 16h30 *Pause café*

16h30 Point 11 : Lignes directrices sur l'autonomisation, la protection et le soutien des enfants dans le monde numérique

18h00 Fin du premier jour de réunion

19h30 *Dîner du comité (restaurant à confirmer)*

Jeudi, 29 septembre

9h00 Point 4 : Election du/de la président(e), du/de la vice-président(e) et du bureau

10h00 Point 12 : Protéger les droits des enfants touchés par la crise des réfugiés

11h00 *Pause café avec "photo de famille"*

11h30 Point 12, suite

13h00 – 14h30 *Pause déjeuner*

14h30 Point 13 : Participation des enfants aux travaux du Conseil de l'Europe sur les droits des enfants

15h00 Point 14 : Informations sur des initiatives pertinentes au sein du Conseil de l'Europe

15h30 – 16h00 *Pause café*

16h00 Point 15 : Informations sur des initiatives pertinentes d'autres organisations internationales et d'ONG, et sur la coopération avec elles (2e Partie)

17h00 Point 16 : Désignation d'un(e) rapporteur(e) sur l'égalité de genre et de représentants dans d'autres comités

17h30 Point 17 : Calendrier d'événements

17h45 Point 18 : Dates et lieux des deuxième et troisième réunions du CAHENF

17h50 Point 19 : Questions diverses

18h00	<i>Fin de la réunion</i>
-------	--------------------------

ANNEXE III

Comité ad hoc pour les droits de l'enfant (CAHENF)

Liste des participants

1ère réunion

Strasbourg, 28-29 septembre 2016

**MEMBERS / MEMBRES**

**ALBANIA/ALBANIE**

Ms Ina Verzivolli  
Director of the State Agency on Child Protection  
Ministry of Social Welfare and Youth

**ANDORRA/ANDORRE**

Ms Rebeca Armengol  
Psychologist  
Social Affairs Department  
Ministry of Social Affairs, Justice and Interior

**ARMENIA/ARMÉNIE**

Mr Hrachya Palyan  
Deputy Human Rights Defender

Mr Eduard Israyelyan  
Head of the Child Rights Protection Unit of the RA Human Rights Defender's Office

Mr Zorhap Yeganyan  
Adviser to Defender on Cooperation with Media of the RA Human Rights Defender's Office

**AUSTRIA/AUTRICHE**

Mr Ewald Filler  
Ombudsman for Children and Youth  
Federal Ministry of Family and Youth  
Vienna

**AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN**

Ms Jeyran Arif Rahmatullayeva  
Head of the Department on the Issues of the Regional Family  
and Children Support Centers  
State Committee on Family, Women and Children Affairs of Azerbaijan Republic (SCFWCA)

**BELGIUM/BELGIQUE**

Ms Christel de Craim  
Attaché  
Service for criminal policy-juvenile affairs  
Federal Government - Ministry of Justice

Mr Joost van Haelst  
Children's Rights Co-ordinator of the Flemish government  
Department for Culture, Youth, Sports and Media  
Division for Youth

*Apologised / excusé*

Mr Pierre-Yves Rosset  
Juriste et formateur en droits de l'enfant  
**Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse**  
**French-speaking Community of Belgium**

### **BOSNIA AND HERZEGOVINA/ BOSNIE ET HERZÉGOVINE**

Mr Elmedin Muratbegović  
Associate Professor, Faculty of Criminal Justice, Criminology and Security Studies  
University of Sarajevo

### **BULGARIA/BULGARIE**

Ms Ofeliya Kaneva  
Chairperson  
State Agency for Child Protection

### **CROATIA/CROATIE**

Ms Diana Topčić Rosenberg  
Assistant Minister  
Directorate for Social Policy, Strategy and Youth  
Ministry of Social Policy and Youth of the Republic of Croatia

### **CYPRUS/CHYPRE**

Ms Leda Koursoumba  
Commissioner for the Protection of Children's Rights

### **CZECH REPUBLIC/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Ms Petra Kalenská  
Human Rights and Protection of Minorities Department  
Office of the Government of the Czech Republic

### **DENMARK/DANEMARK**

Ms Maria Schultz  
Head of Section  
Legal procedure and International affairs  
Ministry of Social Affairs and the Interior

### **ESTONIA/ESTONIE**

Ms Elise Nikonov  
Chief Specialist  
Department of Children and Families  
Ministry of Social Affairs

### **FINLAND/FINLANDE**

Ms Annika Juurikko (Head of Delegation)  
Senior Officer  
Ministry of Social Affairs and Health

Ms Satu Sistonen  
Legal Officer  
Unit for Human Rights Courts and Conventions  
Legal Service  
Ministry for Foreign Affairs

**FRANCE**

Mr Alexis Rinckenbach  
Chef du Bureau des affaires européennes et internationales  
de la Direction Générale de la Cohésion sociale  
Ministère des Affaires Sociales et de la Santé  
Ministère des Droits des Femmes

**GEORGIA/GÉORGIE**

Ms Maka Peradze  
Head of Project Management Division  
International Relations Department  
Ministry of Internal Affairs

Apologised / excusée

Ms Tamari Mtchedlidze  
Chief Specialist  
International Treaties Unit  
International Relations Department  
Ministry of Internal Affairs

**GERMANY/ALLEMAGNE**

Mr Stefan Haddick  
Head of Division 514 "Rights of the Child, Child Protection"  
Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

Ms Anna-Christina Seiferth  
Division 503 - Youth and Media, Protection of Young Persons Act  
Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth

Ms Jutta Croll  
Zentrum für Kinderschutz im Internet - I-KiZ  
Germany

**GREECE/GRÈCE**

Ms Panagiota Margaroni  
Ministry of Labour, Social Security and Social Solidarity

Ms Maria-Andriani Kostopoulou  
Lawyer  
Ministry of Justice

**HUNGARY/HONGRIE**

Mr Árpád Mészáros J.D.  
Head of Department  
Ministry of Human Capacities  
Department for EU Affairs and International Organisations

## **ICELAND/ISLANDE**

Ms Gudridur Bolladottir  
Legal Advisor  
Ministry of Welfare

## **IRELAND/IRLANDE**

## **ITALY/ITALIE**

Mr Pietro Franzina  
Associate Professor of International Law, Ferra University  
Representative of Ms Filomena Albano, Ombudsperson for the Rights of Children of Italy

Ms Cristiana Carletti  
Professeur agrégée à l'Université de Roma Tre  
experte sur les droits de l'homme et consultante au Comité interministériel sur les droits de l'homme

Ms Giorgia Dessi  
Département pour les politiques familiales  
Présidence du Conseil des Ministres

## **LATVIA/LETTONIE**

Ms Līga Āboliņa,  
Director of Children and Family Policy Department  
Ministry of Welfare

## **LIECHTENSTEIN**

## **LITHUANIA/LITUANIE**

Ms Dainora Bernackienė  
Head of the Children Division  
Family and Communities Department  
Ministry of Social Security and Labour

## **LUXEMBOURG**

M. Claude Janizzi  
Maître en psychologie  
Conseiller de direction première classe  
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse  
Service des droits de l'enfant / Service des relations internationales

## **MALTA/MALTE**

Ms Carmen Buttigieg  
Director  
Department for Social Welfare Standards

## **REPUBLIC OF MOLDOVA/REPUBLIQUE DE MOLDOVA**

Mr Corneliu Tarus  
Deputy Head  
Directorate for Family Protection and the Rights of the Child Policies  
Ministry of Labour, Social Protection and Family

## **MONACO**

Ms Justine Ambrosini  
Secrétaire des relations extérieures  
Chef de section  
Direction des Affaires Internationales  
Département des Relations Extérieures  
Ministère d'Etat

*Apologised / excusée*

Ms Corinne Magail  
Chargée de mission  
Direction des Affaires Internationales  
Ministère d'Etat

## **MONTENEGRO**

## **NETHERLANDS/PAYS-BAS**

Ms Jolande Calkoen-Nauta  
Juvenile Criminal Judge  
District court of Zeeland West-Brabant

## **NORWAY/NORVEGE**

Ms Elise Skarsaune  
Senior Advisor  
Section for Violence  
Department of Upbringing  
Norwegian Directorate for Children, Youth and Family Affairs

## **POLAND/POLOGNE**

## **PORTUGAL**

Mme Odete Severino  
Directrice du Service des Relations Internationales et de la Coopération  
Cabinet de la Stratégie et de la Planification  
Ministère du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité Sociale

## **ROMANIA/ROUMANIE**

Ms Gabriela Coman  
President of the National Authority for the Protection of  
the Rights of the Child and Adoption

## **RUSSIAN FEDERATION/FEDERATION DE RUSSIE**

Ms Olga Opanasenko  
Expert  
Ministry of Foreign Affairs

## **SAN MARINO/SAINT-MARIN**

Ms Sylvie Bollini  
First Secretary  
Department of Foreign Affairs

**SERBIA/SERBIE**

Ms Ivana Banković  
Ministry of Labour, Employment, Veteran and Social Affairs

**SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE**

Ms Janka Divincova  
Director of Joint Secretariat of Committees  
Ministry of Labour, Social Affairs and Family

*Apologised / excusée*

**SLOVENIA/SLOVENIE**

Ms Lea Javornik Novak  
Secretary  
Directorate for Family Affairs  
Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities

*Apologised / excusée*

**SPAIN/ESPAGNE**

Mr Pablo Moreno Martínez  
Head of Children's Social Programmes  
Ministry of Health, Social Services and Equality

*Apologised / excusé*

Ms Maria Gracia Juste  
focal point of the Council of Europe Network of Children's Rights  
Ministry of Health, Social Services and Equality

*Apologised / excusée*

**SWEDEN/SUEDE**

Mr Henrik Ingrid  
Head of Section  
Division for Family and Social Services  
Ministry of Health and Social Affairs

**SWITZERLAND/SUISSE**

M. Jean-Marie Bouverat  
Affaires internationales  
Secteur Organisations internationales  
Office fédéral des assurances sociales

**«THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA» / «L'EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE»**

**TURKEY/TURQUIE**

Mr İslam Emiroğlu  
Deputy Director-General  
General Directorate of Child Services  
Ministry of Family and Social Policies

*Apologised / excusé*

Ms Zehra Tortop  
Translator  
General Directorate of Child Services  
Department of Research-Development and Project  
Foreign Relations Unit  
Ministry of Family and Social Policies

*Apologised / excusée*

**UKRAINE/UKRAINE**

Mr Kyrylo Dombrovskyi  
Head of Sector for Housing and Property Rights Protection  
Department of Protection of Children's Rights and Adoption  
Ministry of Social Policy

**UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI**

\*\*\*\*

**PARTICIPANTS**

**Parliamentary Assembly of the Council of Europe / Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe**

Ms Sevinj Fataliyeva  
Member of the Milli Mejlis, Parliament of Azerbaijan  
Member of the Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development  
PACE General Rapporteur on Children  
Parliamentary Assembly of the Council of Europe

**Conference of INGOs of the Council of Europe / Conférence des OING du Conseil de l'Europe**

Ms Hélène Garrigues  
European Committee for Home-based Priority Action for the Child and the Family / Comité européen d'Action spécialisée pour l'Enfant et la Famille dans leur Milieu de Vie (EUROCEF)

Mr Geert Priem  
European Council of Police Trade Unions / Conseil européen des Syndicats de Police (CESP)

**Committees or other bodies of the Council of Europe engaged in related work / Comités ou autres organes du Conseil de l'Europe engagés dans des travaux similaires**

***European Committee on Democracy and Governance / Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG)***

Mme Laurence Gindt  
Service public de Wallonie  
DGO5 Pouvoirs Locaux, Action sociale et Santé  
Direction de la Prospective et du Développement des Pouvoirs locaux  
Belgique

**European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Comité européen sur la coopération juridique (CDCJ)**

Mr Francisco Javier Forcada Miranda  
Representative of the CDCJ  
Spain

**Steering Committee for Human Rights / Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)**

Mr Frank Schürmann  
Government Agent  
Federal Department of Justice and Police  
Federal Office of Justice  
Switzerland

**European Committee on Social Rights (ECSR) / Comité européen sur les droits sociaux (ECSR)**

Mr François Vandamme  
Former Director International Affairs, Federal Public Service Employment, Labour and Social Dialogue  
Belgium

**European Social Cohesion Platform / Plateforme européenne de cohésion sociale (PECS)**

Ms Petia Moeva  
Vice-Chair  
Chief Expert  
Department on Equal Opportunities and Antidiscrimination  
Directorate on People with Disabilities, Equal Opportunities and Social Assistance  
Ministry of Labour and Social Policy  
Bulgaria

**EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENE**

Ms Margaret Tuite  
Commission coordinator for the rights of the child  
Unit C1: Fundamental rights and rights of the child  
Directorate-General Justice  
European Commission

*Apologised / excusée*

Ms Astrid Podsiadlowski  
Head of Sector Rights of the Child  
Equality and Citizens' Rights Department  
European Union Agency for Fundamental Rights (FRA)

**OTHER INTERNATIONAL ORGANISATIONS / AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES**

Office of the Special Representative of the Secretary-General on Violence against Children / Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies chargée de la question de la violence à l'encontre des enfants

Ms Marta Santos Pais  
Special Representative of the United Nations Secretary-General on Violence against Children

Ms Eida Moreno  
Director of the Office and Senior Advisor  
United Nations

United Nations Special Rapporteur on the sale of children, child prostitution and child pornography /  
Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la  
pornographie mettant en scène des enfants

Ms Maud de Boer-Buquicchio, Special Rapporteur / Rapporteuse spéciale

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) / Haut-Commissariat des Nations Unies  
pour les Réfugiés (HCR)

Ms Jutta Seidel  
Senior Legal Associate/Officer in Charge  
UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg

United Nations Children's Fund (UNICEF) / Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef)

Ms Michaela Bauer  
Partnerships Manager  
UNICEF Regional Office for Central and Eastern Europe  
and Commonwealth of Independent States (CEE/CIS)  
UNICEF Brussels Office

Ms Mirela Shuteriqi  
Advocacy Coordinator Geneva Cell Refugees and Migrants in Europe  
UNICEF Regional Office for Central and Eastern Europe  
and Commonwealth of Independent States (CEE/CIS)

**OBSERVER STATES TO THE COUNCIL OF EUROPE / ETATS OBSERVATEURS AUPRES DU  
CONSEIL DE L'EUROPE**

**Canada**

**Holy See / Saint Siège**

Ms Alessandra Aula  
Secretary General of the International Catholic Child Bureau (BICE) /  
Secrétaire Générale du Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)

**Japan/Japon**

**Mexico/Mexique**

Ms Argisofía Pérez Moreno  
Directrice de Gestion du Système d'Information National  
Système National de Protection Intégrale des enfants et adolescents (SIPINNA)

Mr Santiago Oñate Laborde  
Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe

**United States of America/Etats Unis d'Amérique**

**Countries concerned with the Council of Europe policy towards neighbourhood regions / Pays concernés par la politique du Conseil de l'Europe à l'égard des régions voisines**

**JORDAN / JORDANIE**

Mr Mohammed Mogdadi  
Deputy Secretary General  
National Council for Family Affairs

**MOROCCO / MAROC**

Mr Khalid Chrfi Alaoui  
Chef de la Division de l'Enfance  
DPFEPA  
Ministère de la Solidarité, de la Femme,  
de la Famille et du Développement Social

Mr Mustapha Deniel  
Directeur exécutif de l'Observatoire national des droits de l'enfant (ONDE)

**TUNISIA/TUNISIE**

Ms Faouzi Chaabane Jabeur  
Directrice Générale de l'Enfance  
Ministère des Affaires de la Femme, de la Famille et de l'Enfance

\*\*\*

**OBSERVERS / OBSERVATEURS**

**Children's Rights Information Network (CRIN) / Réseau d'information sur les droits des enfants (CRIN)**

Ms Louise de Brisson  
Francophone countries consultant / Consultante francophonie

**Defence of Children International (DEI) / Défense des Enfants International (DEI)**

Mr Benoît van Keirsbilck  
Director / Président

**Eurochild**

Ms Mieke Schuurman  
Expert

**European Network of Ombudspersons for Children (ENOC) / Réseau européen des médiateurs pour les enfants (ENOC)**

Ms Polina Atanasova  
ENOC Secretariat

**Global Initiative to End All Corporal Punishment Against Children**

Ms Sharon Owen  
Coordinator

*Apologised / Excusé*

**International Association of Youth and Family Judges and Magistrates / Association  
Internationale des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille (AIMJF)**

M. Daniel Pical  
Président de la Section Européenne

**Missing Children Europe**

Ms Federica Toscano  
Project Officer

**SOS Children's Villages / SOS Villages d'Enfants**

Mr Ronan Mangan  
EU Policy Advisor  
EU Liaison Office  
SOS Children's Villages International

Ms Miriana Giraldi  
European Affairs Representative  
SOS Children's Villages International

\*\*\*

**EXPERTS**

Ms Sonia Livingstone  
Professor  
Department of Media and Communications  
London School of Economics and Political Science  
United Kingdom

Ms Eva Lievens  
Assistant Professor of Law and Technology  
Faculty of Law  
Ghent University  
Belgium

**COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE**

F-67075 Strasbourg Cedex

Tél.: +33 3 88 41 20 00 ;

Fax: + 33 3 88 41 27 81/82/83 ; E-mail: <http://www.coe.int>

**Private Office of the Secretary General and Deputy Secretary General of the Council of Europe  
/ Cabinet du Secrétaire Général et de la Secrétaire Générale Adjointe du Conseil de l'Europe**

Ms Gabriella BATTAINI-DRAGONI  
Deputy Secretary General / Secrétaire Générale Adjointe

Mr Hallvard GORSETH  
Adviser / Conseiller

**Special Representative of the Secretary General on Migration and Refugees / Représentant  
spécial du Secrétaire Général sur les migrations et les réfugiés**

Ambassador Tomáš BOČEK, Special Representative / Représentant spécial

Mr Stephanos STAVROS  
Office of the Special Representative / Bureau du Représentant spécial

**DGII – Directorate General of Democracy / Direction générale de la démocratie**

Ms Marja RUOTANEN  
Director/Directrice  
Directorate of Human Dignity and Equality/Direction de la Dignité humaine et de l'égalité  
Tel: +33 3 88 41 30 45 ; E-mail: [marja.ruotanen@coe.int](mailto:marja.ruotanen@coe.int)

**Secretariat to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Secrétariat du Comité ad hoc  
pour les droits de l'enfant**

Ms Regina JENSDOTTIR  
Children's Rights Co-ordinator, Executive Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child  
/ Secrétaire exécutive du Comité ad hoc pour les droits de l'enfant  
Tel : +33 3 88 41 22 25 ; E-mail : [regina.jensdottir@coe.int](mailto:regina.jensdottir@coe.int)

Ms Agnes VON MARAVIC  
Secretary to the Ad hoc Committee for the Rights of the Child / Secrétaire du Comité ad hoc pour les  
droits de l'enfant  
Tel: +33 3 90 21 48 29; E-mail: [agnes.vonmaravic@coe.int](mailto:agnes.vonmaravic@coe.int)

Ms Jackie RENAUDIN-SIDDALL  
Assistant / Assistante  
Tel: +33 3 88 41 31 86; E-mail: [jackie.renaudin-siddall@coe.int](mailto:jackie.renaudin-siddall@coe.int)

**Children's Rights Division / Division des droits des enfants**

Ms Livia STOICA BECHT  
Programme Officer / Responsable de programme  
Tel: +33 3 90 21 42 60; E-mail: [livia.stoica@coe.int](mailto:livia.stoica@coe.int)

Ms Gioia SCAPPUCCI

Secretary to the Committee of the Parties to the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Secrétaire du Comité des Parties de la Convention sur la Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)

Tel: +33 3 90 21 44 32; E-mail: [gioia.scappucci@coe.int](mailto:gioia.scappucci@coe.int)

Mr Mikaël POUTIERS

Administrator, Committee of the Parties to the Council of Europe Convention on the Protection of Children against Sexual Exploitation and Sexual Abuse (Lanzarote Committee) / Administrateur, Comité des Parties de la Convention sur la Protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)

Tel: +33 3 90 21 50 45; E-mail: [mikael.poutiers@coe.int](mailto:mikael.poutiers@coe.int)

Ms Susie MORGAN

Principal Programme Assistant / Assistante de programme principale

Tel: +33 3 88 41 35 48; E-mail: [susie.morgan@coe.int](mailto:susie.morgan@coe.int)

Ms Tara BEATTIE

Assistant / Assistante

Tel: +33 3 90 21 56 23; E-mail: [tara.beattie@coe.int](mailto:tara.beattie@coe.int)

**Equality Division / Division de l'égalité**

Ms Carolina LASEN DIAZ

Head of the Gender Equality Unit / Chef de l'Unité de l'égalité entre les femmes et les hommes  
Secretary to the Gender Equality Commission / Secrétaire de la Commission de l'égalité entre les femmes et les hommes

Tel: +33 3 90 21 56 79; E-mail: [carolina.lasen-diaz@coe.int](mailto:carolina.lasen-diaz@coe.int)

**European Commission against Racism and Intolerance / Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)**

Mr Stefano VALENTI

External Relations Officer

Tel: +33 3 90 21 43 28; E-mail: [stefano.valenti@coe.int](mailto:stefano.valenti@coe.int)

**Partial Agreement on the Council of Europe Development Bank / Accord partiel de la Banque de développement du Conseil de l'Europe**

Ms Christiane SCHIMECK

Project Coordinator

Tel: +33 3 88 41 34 25; E-mail: [christiane.schimeck@coe.int](mailto:christiane.schimeck@coe.int)

**Office of the Special Representative of the Secretary General for Roma Issues / Bureau du Représentant spécial du Secrétaire Général pour les questions relatives aux Roms**

Ms Malgorzata ROZYCKA

Tel: +33 3 90 21 43 86; E-mail: [Malgorzata.rozycka@coe.int](mailto:Malgorzata.rozycka@coe.int)

**DGI – Directorate General of Human Rights and Rule of Law / Direction générale des Droits de l'Homme et de l'Etat de Droit**

**Department of the European Social Charter / Service de la Charte sociale européenne**

Ms Nino CHITASHVILI

Administrator

Tel: +33 3 88 41 26 33; E-mail: [nino.chitashvili@coe.int](mailto:nino.chitashvili@coe.int)

**Data Protection Unit / Unité de la protection des données**

Ms Maria MICHAELIDOU  
Programme Advisor  
Tel: +33(0)3 90 21 58 51; E-mail: [maria.michaelidou@coe.int](mailto:maria.michaelidou@coe.int)

**Co-operation with International Institutions and Civil Society / Coopération avec les institutions internationales et la société civile**

Ms Lilja GRETARSDOTTIR  
Secretariat of the Steering Committee on Human Rights (CDDH) / Secrétariat du Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)  
Tel: +33 88 41 22 61; E-mail: [lilja.gretarsdottir@coe.int](mailto:lilja.gretarsdottir@coe.int)

**Media and Internet Governance / Médias et gouvernance de l'internet**

Mr Lee HIBBARD  
Internet Policy Co-ordinator / Coordinateur de la politique de l'internet  
Tel: +33 3 88 41 31 04; E-mail: [lee.hibbard@coe.int](mailto:lee.hibbard@coe.int)

Ms Ana GASCÓN MARCEN  
Tel: +33 3 88 41 30 84; E-mail: [ana.gascon-marcen@coe.int](mailto:ana.gascon-marcen@coe.int)

**Secretariat of the European Committee on Legal Co-operation (CDCJ) / Secrétariat du Comité européen sur la coopération juridique (CDCJ)**

Mr Philippe KRANTZ  
Tel: +33 3 88 41 28 25; E-mail: [philippe.krantz@coe.int](mailto:philippe.krantz@coe.int)

**Secretariat of the European Programme for Human Rights Education for Legal Professionals (HELP)**

Ms Natacha DE ROECK  
Head of the HELP Unit  
Tel: +33 3 90 21 52 43; E-mail: [natacha.deroeck@coe.int](mailto:natacha.deroeck@coe.int)

*Apologised / excusée*

**Secretariat of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe**

Ms Maren LAMBRECHT  
Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable  
Tel: +33 3 90 21 47 78; E-mail: [maren.lambrecht@coe.int](mailto:maren.lambrecht@coe.int)

Ms Jannick DEVAUX  
Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable  
Tel: +33 3 90 21 49 03; E-mail: [jannick.devaux@coe.int](mailto:jannick.devaux@coe.int)

Ms Olga KOSTENKO  
Secretary  
Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons  
Tel: +33 3 88 41 34 73; E-mail: [olga.kostenko@coe.int](mailto:olga.kostenko@coe.int)

**Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau du Commissaire aux droits de l'homme**

Ms Françoise KEMPF

Adviser / Conseillère

Tel: +33 3 90 21 49 66; E-mail: [francoise.kempf@coe.int](mailto:francoise.kempf@coe.int)

**INTERPRETERS / INTERPRÈTES**

Ms Gillian WAKENHUT

Ms Elisabetta BASSUT